



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
ALIMENTAIRE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Intervention 70.14 : Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC) pour l'entretien durable des infrastructures agro-écologiques en hexagone

## **Notice de la mesure « Entretien durable des infrastructures agro-écologiques – Ligneux »**

### **HF\_CMOB\_IAE1**

### **Territoire « PNR des Caps et Marais d'Opale - enjeu biodiversité »**

### **Campagne 2024**

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice de la mesure :

**Parc Naturel Régional des Caps et Marais d'Opale**

BP22, 62142 Le Wast

Emilie Lacour - mission agriculture durable

Tél : 03 21 38 92 18 Port : 06 08 68 27 21

Mail : [ELacour@parc-opale.fr](mailto:ELacour@parc-opale.fr)

Sophie Quennesson - mission agro-écologie

Tél : 06 31 81 75 28

Mail : [SQuennesson@parc-opale.fr](mailto:SQuennesson@parc-opale.fr)

## 1 OBJECTIFS DE LA MESURE

---

L'objectif de cette mesure est d'assurer un entretien des éléments ligneux (haies, arbres isolés ou en alignement, ripisylve ou bosquet) localisés de manière favorable au regard des enjeux environnementaux du territoire, et qui sont compatibles avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien est fonction du type d'élément présent et permet d'en assurer une gestion pertinente, dans l'objectif du renouvellement et de la pérennité de ces infrastructures.

## 2 MONTANT DE LA MESURE

---

En contrepartie du respect de l'ensemble des exigences du cahier des charges de cette mesure, **une aide de 800 € par hectare et par an** sera versée pendant la durée de l'engagement.

Par ailleurs, le montant de l'engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs. Les modalités de financement validées en CRAEC sont précisées dans l'arrêté préfectoral, joint aux notices.

## 3 CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

---

Les critères d'éligibilité doivent être respectés tout au long du contrat. En cas de non-respect en première année, la mesure ne peut pas être souscrite. En cas de non-respect les années suivantes, le contrat est automatiquement rompu sur la totalité des éléments engagés s'il s'agit du non-respect d'un critère d'éligibilité relatif au demandeur, ou uniquement sur la surface en anomalie s'il s'agit d'un critère d'éligibilité relatif à la surface. Le cas échéant, des sanctions peuvent être appliquées.

### 3.1 Critères d'éligibilité relatifs au demandeur

Les bénéficiaires éligibles sont les agriculteurs actifs tels que définis à l'article 4 du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021.

Les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles sont considérés comme des agriculteurs actifs.

Les GAEC sont éligibles à cette intervention avec application du principe de transparence.

### 3.2 Critères d'éligibilité relatifs aux éléments engagés

Tous les éléments engagés sont déclarés à la PAC l'année de l'engagement de la MAEC.

Les ligneux éligibles ont plus de 3 ans : au cours du contrat, les éléments engagés pourront bénéficier :

- soit d'une taille de formation, pour les ligneux de 4 à 10 ans,
- soit de modalités d'entretien définies dans le plan de gestion (recépage, élagage ou étêtage, selon la nature de l'élément), pour les ligneux déjà formés (paragraphe 6).

Les ligneux préalablement déjà recépés, élagués ou étêtés pourront être engagés dans la MAEC à condition que le renouvellement de ces opérations de gestion soit justifiées dans le plan de gestion.

Pour les haies comme pour les arbres, l'agriculteur doit maîtriser la gestion de l'ensemble de l'élément engagé. En cas de prise en charge de la gestion par un tiers (syndicat de gestion de SAGE, collectivités le long des voiries...), l'engagement n'est pas possible.

Les éléments éligibles sont les suivants :

- **Haies**

Une haie est une unité linéaire de végétation ligneuse avec présence d'arbres et/ou arbustes et/ou d'autres ligneux (ronces, genêts, etc). Elle peut être implantée à plat, sur talus, sur creux.

Les linéaires composés uniquement de ronces ne sont pas éligibles à la mesure.

Les haies seront situées en bordure ou au sein de prairies ou de culture, en bordure de cours d'eau ou auront un rôle d'intégration paysagère des bâtiments agricoles.

Les haies pourront être associées avec des arbres de haut jet et/ou des arbres têtards.

Les haies devront être composées d'essences locales : les essences éligibles sur le territoire sont les suivantes :

Espèces arbustives et arborescentes locales pouvant composer une haie:

Acer campestre Érable champêtre  
Acer platanoides Érable plane  
Acer pseudoplatanus Érable sycomore  
Alnus glutinosa Aulne glutineux  
Betula pendula Bouleau verruqueux  
Betula pubescens Bouleau pubescent  
Carpinus betulus Charme commun  
Castanea sativa Châtaignier commun  
Cornus sanguinea Cornouiller sanguin  
Corylus avellana Noisetier commun  
Crataegus laevigata Aubépine à deux styles  
Crataegus monogyna Aubépine à un style  
Euonymus europaeus Fusain d'Europe  
Fagus sylvatica Hêtre commun  
Frangula alnus Bourdaine commune  
Fraxinus excelsior Frêne commun  
Hippophae rhamnoides Argousier faux-nerprun  
Ilex aquifolium Houx commun  
Juglans regia Noyer commun  
Ligustrum vulgare Troène commun  
Malus sylvestris Pommier sauvage  
Mespilus germanica Néflier d'Allemagne  
Populus tremula Peuplier tremble  
Prunus avium Prunier merisier  
Prunus spinosa Prunier épineux  
Quercus petraea Chêne sessile  
Quercus robur Chêne pédonculé  
Rhamnus cathartica Nerprun purgatif  
Ribes nigrum Groseillier noir  
Ribes rubrum Groseillier rouge  
Ribes uva-crispa Groseillier épineux  
Robinia pseudoacacia Robinier faux acacia

Salix alba Saule blanc  
Salix atrocinerea Saule roux  
Salix caprea Saule marsault  
Salix cinerea Saule cendré  
Salix triandra Saule à trois étamines  
Salix viminalis Saule des vanniers  
Sambucus nigra Sureau noir  
Sambucus racemosa Sureau à grappes  
Sorbus aria Sorbier alouchier  
Sorbus aucuparia Sorbier des oiseleurs  
Tilia cordata Tilleul à petites feuilles  
Tilia platyphyllos Tilleul à larges feuilles  
Ulex europaeus Ajonc d'Europe  
Ulmus glabra Orme des montagnes  
Ulmus laevis Orme lisse  
Ulmus minor Orme champêtre  
Viburnum lantana Viorne lantane  
Viburnum opulus Viorne obier

Liste indicative non exhaustive d'autre ligneux (semi-ligneux):

Cytisus scoparius Genêt à balais  
Clematis vitalba Clématite des haies  
Hedera helix Lierre grimpant  
Lonicera periclymenum Chèvrefeuille des bois  
Rosa canina Eglantier  
Rubus sp. Ronces

- **Arbres :**

Vous pouvez engager dans cette mesure les arbres conduits en forme têtard et les arbres de haut jet, situés en surface prairiale, culturale et rivulaire (bord de fossé, de cours d'eau, de mares) de votre exploitation.

Les essences éligibles pour les arbres conduits en forme têtard sont les suivantes :

Érable champêtre  
Aulne glutineux  
Charme commun  
Châtaignier commun  
Hêtre commun  
Frêne commun  
Peuplier noir  
Peuplier tremble  
Chêne sessile  
Chêne pédonculé  
Saule blanc  
Saule marsault  
Tilleul à petites feuilles  
Tilleul à larges feuilles

Les essences éligibles pour les arbres de haut jet sont les suivantes :

Érable champêtre  
Érable plane  
Érable sycomore

Aulne glutineux  
Bouleau verruqueux  
Bouleau pubescent  
Charme commun  
Châtaignier commun  
Hêtre commun  
Frêne commun  
Noyer commun  
Peuplier tremble  
Prunier merisier  
Chêne sessile  
Chêne pédonculé  
Robinier faux acacia  
Saulle blanc  
Sorbier alouchier  
Sorbier des oiseleurs  
Tilleul à petites feuilles  
Tilleul à larges feuilles

Se référer au point 7.2 pour la conversion des éléments éligibles en hectare

## 4 CRITÈRES D'ENTRÉE

---

Les critères suivants conditionnent l'accès à la mesure en première année d'engagement uniquement et ne sont plus vérifiés par la suite. En cas de non-respect, l'exploitation n'est pas engagée dans la mesure.

Les critères d'entrée pour cette mesure sont les suivants :

- ✓ Pour chaque élément, avoir au moins une partie présente dans le PAEC ;
- ✓ Réaliser un diagnostic agro-écologique de l'exploitation. Ce diagnostic doit notamment permettre de définir la localisation pertinente des infrastructures agro-écologiques. Le diagnostic de l'exploitation doit être transmis à la DDT(M) au plus tard au 15 septembre de la première année d'engagement. En cas de non-transmission, le dossier ne pourra pas être engagé cette année-là ;
- ✓ Faire établir un plan de gestion sur la base du diagnostic d'exploitation. Le plan de gestion doit être transmis à la DDT(M) au plus tard au 15 septembre de la première année d'engagement. En cas de non-transmission, le dossier ne pourra pas être engagé cette année-là.

## 5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

---

Ces critères permettent de classer les demandes d'aide des demandeurs éligibles (c'est-à-dire respectant tous les critères d'entrée et les critères d'éligibilité) par ordre de priorité afin notamment de tenir compte des enveloppes budgétaires et des orientations définies par la Commission régionale agroenvironnementale et climatique (CRAEC). Ces critères sont précisés dans l'arrêté préfectoral joint aux notices.

## 6 CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

---

Sauf mention contraire, l'ensemble des obligations du cahier des charges doit être respecté sur toute la durée du contrat, c'est-à-dire à partir de la date limite de dépôt des dossiers PAC de l'année d'engagement et durant les 5

années suivantes. En cas de non-respect d'une obligation, des sanctions peuvent s'appliquer en fonction de la nature et de la gravité de l'anomalie.

Les documents relatifs à la demande d'engagement et au respect des obligations doivent être conservés pendant toute la durée de l'engagement et pendant les quatre années suivantes. Ils pourront notamment être demandés en cas de contrôle de l'exploitation. **Les obligations du cahier des charges figurent ci-dessous.**

Obligations du cahier des charges	Période d'application	Modalités de contrôle	Caractérisation de l'anomalie et calcul de la sanction <sup>1</sup>
Formation à réaliser au cours des deux premières années de l'engagement. Se référer au point 7.1.	<b>Avant le 15 mai 2026</b>	<b>Contrôle sur place</b> Vérification de l'attestation de formation	Anomalie réversible, dossier, totale, d'importance égale à 0,06.
Mettre en œuvre le plan de gestion sur 90 % des éléments engagés.	<b>Sur toute la durée du contrat</b>	<b>Contrôle sur place</b> Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie réversible, dossier, à seuils (par tranche de 5 %), d'importance égale à 1.
Respecter l'interdiction de fertilisation azotée.	<b>Sur toute la durée du contrat</b>	<b>Contrôle sur place</b> Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.
Ne pas utiliser de produits phytosanitaires sur les éléments engagés.	<b>Sur toute la durée du contrat</b>	<b>Contrôle sur place</b> Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.
<p>Enregistrer les interventions sur tous les éléments engagés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Type d'intervention (localisation, date, outils) ;</li> <li>➤ Fertilisation azotée des surfaces (dates, produits, quantités) ;</li> <li>➤ Traitements phytosanitaires (dates, produits, quantités).</li> </ul> <p><b>ATTENTION :</b> Le cahier d'enregistrement constitue une pièce indispensable au contrôle de plusieurs obligations. Aussi, l'absence ou la non-teneur de ce cahier constatée le jour du contrôle se traduira par le constat d'anomalies et le cas échéant par l'application du régime de sanction pour toutes les obligations ne pouvant être contrôlées.</p>	<b>Sur toute la durée du contrat</b>	<b>Contrôle sur place</b> Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 0,05.

<sup>1</sup> Se référer à la notice télépac MAEC-Bio pour plus d'information sur le fonctionnement du régime de sanction.

## 7 PRÉCISIONS

---

### 7.1 Formation

L'exploitant devra suivre au moins une formation qui permette de respecter l'obligation pour cette MAEC. La formation devra être en lien avec l'enjeu visé par la mesure et soumis à la validation de l'opérateur. Il ne sera pas nécessaire de suivre une formation par MAEC. A l'issue de la formation, l'organisme de formation délivrera une attestation de présence individuelle.

Exemples de formations pouvant être suivies par l'agriculteur :

- formation sur la flore des zones humides par le FMA
- temps collectifs d'échanges et de retours d'expérience entre éleveurs, sur la valorisation du pâturage dans le cadre du dispositif Pâtur'ajuste, animé par le Parc et la Chambre d'agriculture,
- temps collectifs sur la sécurisation des stocks fourragers et la valorisation de l'herbe, par le Parc et la Chambre d'agriculture
- temps collectifs sur les pratiques de lutte contre les ruissellements et l'érosion des sols par le Parc et la Chambre d'agriculture
- tours de plaine sur l'élevage ou les grandes cultures bio par BHDF (ouverts aux agriculteurs bio et non bio)
- temps d'échanges collectifs entre éleveurs et retours d'expérience, spécifiquement sur les pelouses des coteaux calcaires, par le CEN : à l'échelle régionale ou à programmer à l'échelle du département 62.
- formations/initiation sur la faune et flore des pelouses ou l'identification d'espèces indicatrices, par le CEN
- formations issues du catalogue de la Chambre d'agriculture

Le catalogue sera précisé et complété selon les engagements constatés sur le territoire en 2023-2024.

### 7.2 Table de conversion pour les éléments éligibles

Sous réserve d'éligibilité précisée au point 3.2, la conversion des éléments en hectare est précisée dans le tableau suivant :

Type d'élément	Facteur de conversion
Haie	10 m <sup>2</sup> pour 1 mètre linéaire
Ripisylve	10 m <sup>2</sup> pour 1 mètre linéaire
Arbres alignés	10 m <sup>2</sup> pour 1 mètre linéaire
Arbres isolés	50 m <sup>2</sup> pour 1 arbre

### 7.3 Lien avec la conditionnalité et l'écoringime

En cas de non-respect de la conditionnalité, l'ensemble des aides PAC sont sanctionnées, y compris les aides MAEC.

Les obligations du cahier des charges de la MAEC sont distinctes des exigences de l'écoringime. Un agriculteur peut à la fois souscrire cette MAEC et bénéficier de l'écoringime.